

Recours au Règlement

Comme mon collègue, le ministre des Pêches et des Océans, l'a indiqué hier, nous étudions actuellement avec le gouvernement provincial et le syndicat les moyens d'aider les habitants de Terre-Neuve et du Labrador à faire face à ces difficultés.

Alors même que nous débattons de cette question, les fonctionnaires de mon ministère y travaillent avec leurs collègues du ministère des Pêches et des Océans. Nous ferons part de nos recommandations dès que nous serons en mesure de le faire et que nous aurons obtenu l'appui du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador et du syndicat intéressé.

M. Brian Tobin (Humber—Saint-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa réponse. Il est réellement encourageant d'apprendre que le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et le syndicat travaillent la main dans la main. Je pense que ce que les gens veulent, en ce 18 septembre, alors que les enfants viennent de reprendre l'école, que l'argent ne rentre pas, que le compte de banque est à sec, c'est de décider s'ils vont continuer à pêcher ou bien chercher un gagne-pain. Ce qu'ils veulent, et comment les en blâmer, c'est que le ministre s'engage à leur envoyer de l'aide bientôt, au plus tard dans quelques semaines. L'an dernier, ils ont dû attendre jusqu'à la fin de décembre pour en obtenir.

Les secours peuvent-ils arriver plus rapidement cette année, pour permettre aux pêcheurs de continuer à pêcher le peu que la mer a encore à leur offrir?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Si le député s'inquiète des délais, pourquoi remonter à décembre de l'année dernière? Il suffit de se rappeler des conditions de gel au printemps. Le gouvernement n'a pas tardé à mettre en place un programme de 18 millions de dollars pour venir en aide à 9 000 habitants de Terre-Neuve et du Labrador.

Pensez-vous que ces gens de Terre-Neuve et du Labrador doutent des capacités du gouvernement conservateur à Ottawa?

* * *

L'EMPLOI

L'hon. Alan Redway (Don Valley—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

Il y a deux ans, le gouvernement a donné 1 million de dollars à Kendall Canada pour aider cette société à partir de ma circonscription et à s'installer à Peterborough, en Ontario. Il y a une semaine, la société Kendall a annoncé qu'elle fermait sa nouvelle usine de fabrication de Peterborough pour installer ses ateliers de production aux États-Unis, ce qui se traduit par une perte de quelque 165 emplois à Peterborough, après une autre perte, il y a deux ans, de quelque 700 emplois dans ma circonscription.

Quelles mesures le gouvernement a-t-il l'intention de prendre pour endiguer le nombre croissant des emplois perdus dans le secteur de la fabrication dans notre pays? En outre, les contribuables canadiens peuvent-ils au moins espérer récupérer le million de dollars versé?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme): Monsieur le Président, je suis heureux de répondre à mon collègue et je compatis avec lui au sort de ceux qui vont perdre leur emploi. Il devrait savoir, cependant, que, quand la société Kendall s'est installée à Peterborough, toute la société devait partir aux États-Unis. C'était il y a deux ans avant l'Accord de libre-échange. Toute la société serait partie là-bas. Grâce à la somme versée, la société Kendall s'est installée à Peterborough et une partie de ses activités y restera. Plus important encore, je vais m'assurer que les conditions générales de cette subvention sont respectées ainsi que la période de contrôle.

En outre, dans le cadre du programme d'ensemble, le PDIR, la société Coca-Cola s'est installée à Peterborough ainsi que Minute Maid et Royal Homes, et des milliers d'emplois ont ainsi été créés grâce à ce programme.

* * *

LE LOGEMENT

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du logement. Quand le ministre ordonnera-t-il à la Société canadienne d'hypothèques et de logement de supprimer la désignation de ville à risque élevé aux fins de l'admissibilité aux prêts hypothécaires qui a été attachée à Fort McMurray, une ville de 35 000 habitants?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): La question est à l'étude, monsieur le Président. Je suis tout à fait d'accord avec les instances éloquentes du député à cet égard. Nous examinons la politique et, si la